

Commission : Conseil Economique et Social

Question : Vers un cloisonnement du monde ?

Auteur : Royaume-Uni

Le Royaume-Uni reconnaît la montée du protectionnisme, la polarisation du monde entre les Etats-Unis et Chine et l'enjeu que représente la démondialisation dans l'économie mondiale. Après la réinsertion progressive du pays dans les relations économiques et politiques avec l'Europe ainsi qu'avec de nouvelles nations du Moyen-Orient, notre délégation espère pouvoir montrer l'importance de la collaboration internationale en incluant les puissances du Sud-Global dans les grandes instances internationales.

Le Royaume-Uni estime que pour maintenir une croissance économique, il est d'une importance capitale qu'une étroite collaboration internationale économique et politique soit défendue. Notre délégation est donc convaincue de l'intérêt du libre-échange, en incluant les puissances du Sud global qui représentent aujourd'hui un actionnaire majeur de l'économie à l'échelle continentale ou internationale. Ainsi, nous tendons à nous opposer au protectionnisme, qui nuit à la croissance économique. A titre d'exemple, le coût du Brexit était estimé à près de 230 milliards d'Euro fin 2020. Le Royaume-Uni reste tout de même en adéquation avec la politique d'endiguement des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. Le Royaume-Unis a déjà entamé une politique d'ouverture de nouvelle relation comme avec l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, Oman ou bien encore avec la Jordanie et a renforcé ses relations avec l'Europe à la suite des élections du parti travailliste de Keir Starmer le 4 juillet 2024, et espère une continuité de l'augmentation des échanges économiques avec l'ouverture au Sud global.

Le Royaume-Uni déplore les effets néfastes du réchauffement climatique et est fermement engagé dans la lutte contre ce terrible phénomène. Le gouvernement Britannique s'est engagé à ne plus délivrer de nouvelle licence d'exploitation de pétrole et de gaz en Mer du Nord depuis 2024 et en a annulé 31 dans l'année suivante. Il incite également les autres grandes puissances responsables de la crise climatique à faire de même pour préserver la planète et réduire les catastrophes naturelles qui touchent actuellement tous les continents, comme les inondations en Inde et au Pakistan de 2028. En comptant que ces événements intensifient les vagues de migrations des populations du Sud vers les pays du Nord alors qu'elles sont expulsées par la montée de l'extrême-droite en Europe, le Royaume-Uni est opposé à l'exclusion de ces populations, qui sont bénéfiques pour endiguer le vieillissement des populations. De plus, il est toujours d'ordre de respecter la convention de Genève de 1951 sur le statut de réfugié et de faire preuve d'humanité.

Le Royaume-Uni est convaincu que pour éviter le processus de démondialisation, de cloisonnement des pays et l'augmentation des réfugiés climatiques dans le monde, il est important de renforcer la coopération internationale, en intégrant les pays du Sud dans les grandes instances internationales pour qu'ils participent aux décisions sur les enjeux majeurs économiques et sociaux des prochaines années.